

RESUME

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

L'analyse en profondeur menée par Greenpeace Marseille¹ des projets de tous les candidats aux élections municipales de mars 2026 révèle un **clivage très marqué entre la droite et la gauche**.

La situation de Marseille

Le dérèglement climatique, dont les premiers effets s'observent déjà, va bouleverser notre rapport à la ville dans tous les domaines: logement, mobilité, santé, éducation, activités économiques, sports et loisirs. Et ce qui préoccupe en premier lieu, c'est qu'**aucun candidat de droite ou d'extrême droite ne prend réellement en compte le changement climatique** ou ne lui accorde qu'une place limitée. A l'inverse, les candidats de LFI et du Printemps Marseillais ont construit leurs projets en intégrant le climat dans toutes leurs politiques. Entré tardivement en campagne, Lutte Ouvrière affirme intégrer pleinement l'écologie à son projet mais sans avancer de programme ni de proposition concrète hormis un horizon révolutionnaire. Plus globalement, la gauche semble plutôt regarder l'avenir alors que la droite fonde ses propositions sur des solutions du passé. Par exemple, la poursuite du projet routier Boulevard Urbain Sud, soutenu par la droite, favoriserait l'essor du trafic automobile qui renforce les émissions de GES tout en artificialisant l'équivalent de la superficie de l'hippodrome Borély, ce qui affaiblit la lutte contre la chaleur urbaine.

Candidat	Appréciation	Marqueurs politiques
Remy Bazzali Lutte ouvrière		+ Vision systémique - Aucun programme local, ni proposition concrète - Le changement est conditionné à un processus révolutionnaire peu réaliste
Sébastien Delogu La France Insoumise		+ Couplage entre l'urgence sociale et l'urgence climatique + Programme très complet et au bon niveau d'ambition + Propositions fortes d'inclusion citoyenne au processus démocratique
Benoit Payan Printemps Marseillais		+ Couplage entre l'urgence sociale et l'urgence climatique + Programme très complet et pragmatique + Expérience d'une mandature
Martine Vassal Divers droite		- L'adaptation au changement climatique, et plus globalement l'environnement ne sont pas considérés dans le projet - Gros projets d'infrastructure ayant un impact significatif sur l'environnement et les finances + Effort significatif sur les transports en commun
Nora Presiozi Erwan Davoux Divers droite		- Programme sans lien avec le climat et l'environnement - Peu ou pas d'investissements - Absence de mesure de contrôle du trafic routier ou maritime, politique donnant la priorité à la voiture
Frank Allisio Rassemblement National		- Programme peu cohérent comportant des mesures favorables et d'autres très défavorables - Contradictions manifestes avec les actes, voire les propos des élus et du parti - Gouvernance autoritaire et risque d'augmentation de la fracture sociale

Analyse par Greenpeace Marseille de la prise en compte du changement climatique dans les projets des candidats officiels (partis et têtes de listes) aux élections municipales de mars 2026 pour la mairie de Marseille et la métropole.

Le deuxième marqueur concerne la **crédibilité**. D'une part, les engagements des candidats de la gauche, sauf Lutte Ouvrière, font l'objet d'un programme détaillé et structuré (plus d'une centaine de pages). A l'opposé, la droite se contente d'un catalogue superficiel de mesures. Par ailleurs, les programmes et les propos de M. Allisio et de Mme Vassal sont saturés par la sécurité, thème qui mérite d'être débattu mais qui relève peu des compétences des collectivités locales. Enfin, pour **le Rassemblement National**, les propositions en lien avec la lutte contre le changement climatique sont en **contradiction manifeste** avec les votes de leurs élus, les actes accomplis dans la gestion des municipalités (notamment Vitrolles, Marignane, Rognac, Fréjus et Toulon) et les propos de leurs porte-paroles. M. Allisio peut ainsi difficilement revendiquer vouloir protéger les espaces naturels tout en soutenant la division par 3 du fonds vert ou la loi Duplomb².

¹ Pour accéder au rapport complet, contacter Greenpeace Marseille.

² La loi Duplomb, présentée comme la réponse aux problématiques d'une partie des agriculteurs, vise à lever les contraintes environnementales qui pèsent sur eux, en particulier en ce qui concerne les pesticides et l'usage de l'eau. Elle subordonne l'intérêt général aux impératifs de la loi du marché et de l'agro-industrie. Une pétition citoyenne demandant son retrait a recueilli près de 2,5 millions de signataires dans un délai très court. Le gouvernement a néanmoins promulgué la loi en août 2025.

RESUME

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

Greenpeace Marseille a ensuite analysé quelle forme de gouvernance est envisagée par chacun des candidats. Les projets de **gauche** sont généralement **participatifs** en associant la population aux décisions, alors que ceux de la **droite** sont plutôt **dirigistes**, en réduisant l'expression démocratique aux seuls outils légaux (enquêtes publiques principalement). La réussite de la démarche d'adaptation au changement climatique repose également sur l'adhésion la plus large possible de la population. A ce titre, les projets les plus à gauche sont aussi les plus inclusifs, tandis que certaines propositions issues de la partie la plus à droite du spectre politique sont susceptibles d'entraîner une fracture sociale. Citons par exemple le dispositif discriminatoire associé au pass "familles, minots, seniors" promu par le RN³. Enfin, tous les candidats reconnaissent les **dysfonctionnements entre la mairie de Marseille et la Métropole**. Les solutions néanmoins divergent: Mme Vassal vise la concentration des pouvoirs alors que les autres candidats veulent refonder à la fois les mécanismes de décision et l'allocation des ressources entre les communes.

Quatrième enseignement : **aucun projet** n'a été publiquement **chiffré**. Les besoins financiers les plus importants concernent le projet de M. Delogu, découlant d'une rupture avec les politiques actuelles et celui de Mme Vassal caractérisé par de grands projets. A l'opposé, le duo Presiozi-Davoux et M. Bazzali prévoient peu d'investissements dans leurs programmes. Le **financement** des mesures, lorsqu'il est évoqué, repose, outre le budget de la Ville et de la Métropole, sur des **apports externes** souvent **conséquents et** par nature **incertains** (Europe, Etat, Région). A gauche, LFI propose des pistes innovantes complémentaires avec par exemple du financement citoyen et assume d'augmenter le budget d'investissement pendant que M. Payan entend poursuivre le désendettement de la Ville. A droite, les candidats envisagent de baisser les impôts sans rabaisser leurs ambitions. Reste que de tous les côtés de l'échiquier politique, les promesses budgétaires seront difficiles à tenir faisant craindre des mesures ajournées et/ou un accroissement de la dette. Une équation budgétaire qu'aucun candidat ne semble capable de résoudre pleinement aujourd'hui.

La situation d'Aix-en-Provence

Greenpeace Marseille a analysé les projets des candidats aux élections municipales pour la ville d'Aix-en-Provence, en utilisant une méthodologie identique. On y observe les mêmes tendances mais en plus nuancées que celles décrites ci-dessus pour la ville de Marseille.

Les projets des **3 candidats de droite**, à savoir Mr Klein pour Horizons, Mme Joissains pour LR/UDI également maire sortante, et Mr Geiger pour le RN ne se structurent **pas** véritablement autour d'**une stratégie globale d'adaptation au changement climatique**. Les propositions évoquent parfois certaines mesures environnementales — rénovation énergétique, plantation d'arbres, développement d'énergies renouvelables ou amélioration des mobilités — mais celles-ci apparaissent souvent fragmentées et ne s'inscrivent pas dans une vision systémique de l'adaptation de la ville aux risques climatiques. Seuls les 2 candidats de gauche présentent des projets qui adressent sérieusement les enjeux climatiques. Le programme très complet de Mme Boronad révèle une dynamique ambitieuse de rupture commune aux candidats LFI. Mr Pena pour la liste PS-PC-Place publique-Ecologiste propose des mesures spécifiques à l'adaptation au changement climatique.

³ Cette mesure prévoit que l'accès à certaines zones de l'espace public (aires désignées dans les parcs et sur les plages) soit réservé à certaines catégories de population et conditionné à la présentation d'un pass délivré en mairie.

RESUME

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

Candidat	Appréciation	Marqueurs politiques
Julie Boronad La France Insoumise		+ Couplage entre l'urgence sociale et l'urgence climatique + Institutionnalisation importante de la planification écologique + Propositions fortes d'inclusion citoyenne au processus démocratique
Marc Pena PS-PC-Place publique Ecologistes		+ Compréhension transversale et technique des enjeux climatiques + Intégration des mesures environnementales dans les cadres réglementaires existants
Sophie Joissains LR-UDI		- Programme fragmenté privilégiant la propreté, les infrastructures et l'innovation numérique - Priorité aux grands aménagements et aux investissements routiers ayant un impact significatif sur l'environnement + Mesures ponctuelles d'adaptation urbaine et de développement des énergies renouvelables
Philippe Klein Horizons		- Projet global mais très peu détaillé sur le plan opérationnel - Approche incomplète des risques climatiques (sécheresse, ruissellement, incendie) + Efforts (végétalisation, architecture bio-climatique, désartificialisation) en faveur de la lutte contre la chaleur urbaine
Jean-Louis Geiger Rassemblement National		- Absence de stratégie globale et explicite de lutte contre le changement climatique - Mesures environnementales peu détaillées et limitées aux transports et à l'énergie - Perspectives économiques et industrielles susceptibles d'aggraver le changement climatique

Analyse par Greenpeace Marseille de la prise en compte du changement climatique dans les projets des candidats officiels (partis et têtes de listes) aux élections municipales de mars 2026 pour la mairie d'Aix-en-Provence et la métropole.

Nos constats en matière de crédibilité des projets et de gouvernance rejoignent également ceux formulés pour Marseille: **Le programme du RN** suscite des interrogations eu égard à l'historique des votes du parti, de ses actes et les propos de ses représentants au niveau national. La **gouvernance proposée par Mme Joissains apparaît quand à elle relativement verticale**. Les candidats de **gauche, notamment LFI**, sont de leur côté attachés à la **participation des habitants dans les décisions publiques**.

Aucun candidat aixois, comme ceux de Marseille, ne chiffre son projet.

Conclusion

En fin de compte, **seuls LFI et les listes PS-PC-Place publique-Ecologiste proposent un projet fiable qui allie participation citoyenne et politique d'adaptation au changement climatique**. Ce qui distingue les 2 partis ? Un niveau d'ambition plus élevé côté LFI qui combine une bifurcation radicale vis-à-vis des politiques actuelles et une exigence très affirmée de justice sociale. Tandis que les listes PS-PC-Place publique-Ecologiste sont plus soucieuses de conserver une continuité avec l'existant et d'assurer la conduite du changement. **Les autres programmes ne sont pas à la hauteur des enjeux**.

*Note des auteurs: Cette analyse ne constitue pas un classement politique des candidats mais une évaluation thématique centrée sur l'intégration des enjeux climatiques dans leurs programmes. Greenpeace Marseille a mené ce travail sous forme **bénévole** et en toute **indépendance**. Nous avons analysé les projets de tous les candidats. Nos conclusions reposent sur une **analyse factuelle** des programmes, des prises de parole officielles et des informations disponibles publiquement. Nous ne pouvons être tenus responsables des omissions commises délibérément ou non, des contradictions éventuelles entre des propos tenus et des écrits, d'annonces postérieures à cette publication ou pour des changements d'orientation de la part des candidats.*

Marseille, le 7 mars 2026

Contacts :

Arthur Wolff: 06 10 47 33 32

Olivier Daniel: 06 32 64 38 49

gl.marseille@greenpeace.fr

RAPPORT

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

1. Présentation de la démarche

Le dérèglement climatique est déjà là. À Marseille, les faits récents parlent d'eux-mêmes : plus de 18 mois d'alerte sécheresse en 2022-2023 (bassin de l'Huveaune), deux vagues de canicule à l'été 2024 puis un épisode plus intense en 2025, un incendie majeur dans les quartiers nord, un déluge exceptionnel le 21 septembre 2025. Ces événements confirment l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes extrêmes. Compte tenu de la géographie locale, le territoire est particulièrement exposé à la chaleur, aux pénuries d'eau, aux inondations, aux incendies, aux mouvements de terrain, ainsi qu'à la montée des eaux et aux tempêtes marines.

Les conséquences sont concrètes : logements à plus de 30 °C, risques sanitaires et mortalité accrus pour les plus fragiles, atteintes à la biodiversité, destructions de biens, tensions avec les assurances, pertes économiques et impacts sur la production électrique ...

Face à cela, deux priorités : poursuivre et amplifier les efforts d'atténuation (sobriété, réduction des émissions) et s'adapter pour renforcer la résilience. Les solutions existent, mais leur mise en œuvre se heurte à des obstacles financiers, techniques et sociaux. Les collectivités locales ont un rôle clé et doivent intégrer ces enjeux de manière systémique dans toutes leurs politiques. Se contenter de mesures isolées sur certains secteurs ou restreintes à des catégories de la population ou encore limitées à quelques territoires, ne saurait répondre à l'urgence écologique.

C'est dans cette optique que Greenpeace a, bénévolement et en toute indépendance, analysé les programmes, les prises de parole et les positions des partis qui soutiennent les différents candidats à la mairie de Marseille ainsi qu'à la Métropole. La démarche de Greenpeace s'appuie sur des cadres de références développés principalement par l'Ademe, le Cerema et les autorités environnementales. Nous avons étudié les documents de planification^a des politiques mises en œuvre par les collectivités locales au cours du mandat qui s'achève. Nous avons rencontré des experts pour conforter la rigueur de notre démarche.

Nous proposons ainsi une évaluation comparative des différentes propositions politiques sur des thématiques clés liées à l'adaptation de la ville au changement climatique ainsi qu'un décryptage qualitatif pour chaque candidat visant non pas à résumer son programme mais à fournir des éléments clés permettant d'apprécier les projets et/ou de les distinguer entre eux.

L'analyse ne prend en compte que les informations disponibles officiellement avant le 1^{er} mars 2026.

En raison de l'officialisation très tardive des programmes de certains candidats, nous sommes dans l'obligation de différer la publication de notre rapport détaillé pour la ville d'Aix-en-Provence.

RAPPORT

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

2. Vue d'ensemble

Candidat	Appréciation	Marqueurs politiques
Remy Bazzali Lutte ouvrière	●	+ Vision systémique - Aucun programme local, ni proposition concrète - Le changement est conditionné à un processus révolutionnaire peu réaliste
Sébastien Delogu La France Insoumise	●	+ Couplage entre l'urgence sociale et l'urgence climatique + Programme très complet et au bon niveau d'ambition + Fortes propositions d'inclusion citoyenne au processus démocratique
Benoit Payan Printemps Marseillais	●	+ Couplage entre l'urgence sociale et l'urgence climatique + Programme très complet avec un réalisme budgétaire qui devrait tenir ses engagements + Expérience d'une mandature ayant fait ses preuves
Martine Vassal Divers droite	●	- Aucune prise en compte des risques induits par le changement climatique que ce soit en terme de prévention ou de gestions des impacts - Gros projets d'infrastructure dont le financement reste à sécuriser + Effort significatif sur les transports en commun
Nora Presiozi Erwan Darvoux Divers droite	●	- Programme sans lien avec le climat et l'environnement - Peu ou pas d'investissements - Absence de mesure de contrôle du trafic routier ou maritime, politique donnant la priorité à la voiture
Frank Allisio Rassemblement National	●	- Programme peu cohérent comportant des mesures favorables et d'autres très défavorables - Contradictions manifestes avec les actes, voire les propos des élus et du parti - Gouvernance autoritaire et augmentation de la fracture sociale

Analyse par Greenpeace de la prise en compte du changement climatique dans les projets des candidats officiels (partis et têtes de listes) aux élections municipales de mars 2026 pour la mairie de Marseille et la métropole.

Légende : ● Favorable ● Défavorable

Une forte polarisation se manifeste : D'une part, les candidats "de gauche", à l'exception de Lutte Ouvrière, font de la lutte contre le changement climatique un pilier central et opérationnel de leur projet. Les candidats "de droite", au contraire, n'accordent que peu de considération, voire ignorent totalement ces sujets.

3. Enjeux, cohérence, méthode et moyens en lien avec la politique d'adaptation

		Remy Bazzali Lutte ouvrière	Sébastien Delogu La France Insoumise	Benoit Payan Printemps Marseillais	Martine Vassal LR - Renaissance	Erwan Darvoux Divers droite	Frank Allisio Rassemblement National
Points saillants	Compréhension des enjeux	●	●	●	●	●	●
	Concilier justice sociale et justice environnementale	●	●	●	●	●	●
	Cohérence entre posture politique et vote réel	●	●	●	●	●	●
	Stratégie politique avec les différents échelons territoriaux	●	●	●	●	●	●
	Réalisme budgétaire	●	●	●	●	●	●
	Participation citoyenne	●	●	●	●	●	●

Analyse par Greenpeace des paramètres des politiques d'adaptation au CC dans les projets des candidats officiels (partis et têtes de listes) aux élections municipales de mars 2026 pour la mairie de Marseille et la métropole.

Légende : ● Favorable ● Incertain ● Non renseigné ● Défavorable

Pour les candidats de droite, les enjeux du changement climatique n'étant pas correctement appréhendés, les paramètres des politiques proposées sont au mieux incertains, voire défavorables lorsqu'ils sont susceptibles d'entraver la trajectoire d'adaptation.

RAPPORT

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

A gauche, l'approche concilie politique climatique et justice sociale, en cohérence avec les postures antérieures. Les propositions de LFI et du Printemps Marseillais sont assez proches sur le fond mais diffèrent sur la méthode.

Les équipes de Sébastien Delogu défendent une démarche de rupture. Cela se traduira d'abord par la construction d'un rapport de force avec les institutions pour faire advenir le changement. Pour en finir avec l'inertie du passé, des investissements importants sont également prévus. D'autre part, le candidat veut impliquer la population dans la démarche.

De son côté, Benoit Payan privilégie la continuité: poursuite des plans déjà initiés; investissements à la hauteur des capacités de la ville et de la métropole et attention soutenue à la conduite du changement.

4. Leviers structurants : urbanisme, mobilités et santé

Greenpeace a identifié 3 leviers qui ont des impacts majeurs sur l'adaptation au changement climatique de la ville et de la métropole : l'urbanisme, les mobilités et la santé.

		Remy Bazzali Lutte ouvrière	Sébastien Delogu La France Insoumise	Benoit Payan Printemps Marseillais	Marline Vassal LR - Renaissance	Erwan Davoux Divers droite	Frank Allisio Rassemblement National
Politiques structurantes	Urbanisme et logement	●	●	●	●	●	●
	Mobilités et transport	●	●	●	●	●	●
	Santé (alimentation, qualité de l'air, épidémies)	●	●	●	●	●	●

Analyse par Greenpeace des leviers structurants pour l'adaptation au CC dans les projets des candidats officiels (partis et têtes de listes) aux élections municipales de mars 2026 pour la mairie de Marseille et la métropole.

Légende : ● Favorable ● Incertain ● Non renseigné ● Défavorable

LFI et le Printemps Marseillais prévoient de revoir le PLUi pour améliorer le bâti existant, simultanément sur la qualité et sur les performances thermiques, et en s'appuyant sur une ingénierie bioclimatique. On ne fait du neuf que lorsque cela est nécessaire. Les espaces naturels sont sanctuarisés. Les autres candidats proposent au contraire de continuer à urbaniser la ville. A part le Rassemblement National, les candidats de droite ne se soucient guère de la rénovation.

La situation est contrastée en ce qui concerne les mobilités : Mme Presiozi et M. Davoux se préoccupent des automobilistes. Mme Vassal met le paquet sur le tramway et sur le bus tout en perpétuant la construction de routes. Même si M. Allisio consent à un effort sur les transports en commun, mais réduit le plan vélo et continue à encourager la voiture. Les candidats de gauche veulent renforcer significativement et durablement les mobilités collectives et alternatives.

Le couplage santé et changement climatique est marginalisé par les candidats sauf pour la gauche.

RAPPORT

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

5. Gestion des risques climatiques

Les risques liés au changement climatique sont nombreux. Il est couramment admis de les scinder en différentes catégories. Dans un souci de lisibilité, Greenpeace a regroupé certaines catégories. Pour chacune d'entre elles, nous avons étudié ce qui est envisagé par Les candidats, que ce soit en matière de prévention ou de prise en charge des conséquences.

		Remy Bazzali Lutte ouvrière	Sébastien Delogu La France Insoumise	Benoit Payan Printemps Marseillais	Marline Vassal LR - Renaissance	Erwan Darvoux Divers droite	Frank Allisio Rassemblement National
Gestion des risques climatiques	Chaleur urbaine	●	●	●	●	●	●
	Inondations / Ruissellement Elévation du niveau de la mer / Submersions	●	●	●	●	●	●
	Sécheresse et raréfaction de l'eau	●	●	●	●	●	●
	Incendies	●	●	●	●	●	●
	Mouvements de terrain	●	●	●	●	●	●

Analyse par Greenpeace des politiques de gestion des risques liés au Changement Climatique dans les projets des candidats officiels (partis et têtes de listes) aux élections municipales de mars 2026 pour la mairie de Marseille et la métropole.

Légende : ● Favorable ● Incertain ● Non renseigné ● Défavorable

Lorsque l'on urbanise et que l'on crée des infrastructures supplémentaires sans pour autant intégrer de solutions pertinentes pour maîtriser les eaux pluviales, les eaux fluviales et la mer, on aggrave les impacts liés aux inondations, au ruissellement et à la submersion. De même, les phénomènes de chaleur urbaine vont s'intensifier lorsqu'on urbanise davantage (au détriment des espaces naturels) et que l'on n'améliore pas le trafic routier et maritime.

Les candidats de droite proposent bien quelques initiatives favorables mais celle-ci ne compensent pas d'autres politiques défavorables. La question de l'eau, de sa gestion et son partage est invisibilisée.

Les 2 candidats de gauche développent des mesures spécifiques pour chacun des risques identifiés en cohérence avec leurs politiques structurantes sur l'urbanisme et les mobilités.

Les mesures à prendre pour gérer les risques géologiques - glissement de terrain et retrait/gonflement des argiles - sont largement absentes des programmes.

En conclusion, on peut affirmer que **l'adaptation est négligée par les candidats de droite et intégrée par les candidats de gauche.**

RAPPORT

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

6. Synthèse par candidat

Lutte Ouvrière - Rémy BAZZALI

La liste Lutte Ouvrière conduite par M. Bazzali constitue un cas particulier car elle ne présente pas de programme pour Marseille mais s'inscrit dans une démarche découlant du national.

La destruction de l'environnement et plus largement les problématiques environnementales sont vues comme les conséquences directes du capitalisme. Un changement et une politique écologique digne de ce nom sont alors considérés comme impossible sans un changement radical. Cette approche révolutionnaire qui, bien qu'ayant des objectifs potentiellement entendables, nous paraît dans le meilleur des cas peu réaliste à court terme et quasi impossible à mener. Dans le cadre des municipales, le projet manque cruellement de solutions concrètes à apporter aux citoyens. On peine à se faire une idée de ce qui se passerait concrètement à la mairie de Marseille si Lutte Ouvrière remportait les élections.

En bref, une approche qui reste très générale et peu opérationnelle à l'échelle municipale, un travail d'analyse qui n'a pas été réalisé. In fine, une proposition politique qui ne nous semble pas adaptée pour répondre aux besoins de la ville en matière d'adaptation au changement climatique.

LFI - Sébastien DELOGU

M. Delogu propose un programme environnemental ambitieux, complet, et opérationnel. Il témoigne d'une compréhension approfondie des enjeux environnementaux et propose un ensemble de mesures structurées ainsi qu'une volonté d'adapter la ville au changement climatique à la hauteur des risques et des prévisions pour le futur de la ville.

Point fort et différenciant du programme, la volonté d'inscrire les citoyens dans une démarche inclusive en termes de prise de décision permettant à chacun de s'emparer des sujets liés à la transition écologique permettant une mise en œuvre fluide. De manière concrète, ils proposent parmi leurs mesures phares, de rendre décisionnaire l'assemblée générale du futur, d'instaurer des comités populaires (tirage au sort citoyen, représentant d'association, mandat limité dans le temps) et des comités d'usagers. Un ensemble de dispositifs allant plus loin que ce qui est fait actuellement visant à renforcer l'implication citoyenne dans les processus de décision.

Sur le fond du programme, LFI s'inscrit dans une relative continuité des actions de la mandature actuelle en rehaussant le niveau d'ambition tout en voulant accélérer. Si nous ne pouvons que saluer cette initiative, le problème réside dans la capacité à mettre cela en œuvre notamment d'un point de vue budgétaire. Les équipes nous annoncent qu'il faudrait idéalement mobiliser 16 Mrd/€ horizon 2030 afin d'arriver au bon niveau d'ambition pour accomplir l'adaptation de la ville au changement climatique, le problème étant que nous ne disposons à date que de 1Mrd/€. Si LFI ne prétend pas être en capacité de réunir la totalité de la somme, il y a plusieurs pistes pour rehausser le niveau d'investissement actuel: fonds européens, arrêt de l'investissement dans l'infrastructure routière (hormis le nécessaire entretien de la voirie), fiscalisation des datas centers ou encore la mobilisation de l'épargne citoyenne. Un patchwork de mesures innovantes et pertinentes qui nous paraissent aller dans le bon sens mais qui restent difficiles à quantifier.

RAPPORT

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

Dans son rapport avec les autres échelons territoriaux, LFI assume de construire un rapport de force si nécessaire pour faire avancer leur programme. C'est notamment le cas avec la métropole, instance clé concernant l'adaptation de la ville au changement climatique. Concrètement, ils proposent de construire un front avec les communes "perdantes" de la répartition actuelle des ressources afin de revenir vers un modèle plus égalitaire. Deuxième point important, LFI est la seule formation politique à véritablement proposer une articulation entre politique locale et nationale, assumant clairement la nécessité de coupler les deux et reconnaissant à l'inverse que sans une inflexion des politiques nationales la capacité à transformer la ville restera inaboutie.

Un autre facteur différenciant de LFI est d'assumer une rupture sur les points suivants: la nécessaire électrification des quais doit être portée par les acteurs privés, proposer un référendum sur la transformation profonde du modèle des croisières ou encore réorienter l'usage du foncier (friche) actuellement non utilisé. Ceci traduit la volonté d'assumer des arbitrages forts et impactant en choisissant pour ces exemples, l'intérêt général des Marseillais.

Malgré quelques interrogations sur la partie budgétaire quant à la possibilité de réaliser la totalité de son programme, LFI réussit à remplir l'une des conditions sine qua non de la bonne mise en œuvre de l'adaptation de la ville au changement climatique avec une offre politique alliant intelligemment le volet social et environnemental avec une vraie proposition d'implication citoyenne permettant l'acceptation et donc la mise en œuvre de son programme. Nous jugeons ce travail très complet, solide et avec une ambition à la hauteur des enjeux.

Printemps Marseillais - Benoît PAYAN

Les équipes de M. Payan présentent un programme environnemental dense, qui couvre l'ensemble des sujets tout en proposant une articulation cohérente. Il traduit une connaissance des enjeux et une maîtrise technique des différentes thématiques.

Le Printemps Marseillais souligne avant tout le chemin parcouru par l'équipe municipale depuis 2020 qui partait de (très) loin sur les questions environnementales, après les années Gaudin. On peut par exemple citer la création de vraies équipes dédiées au traitement des sujets écologiques comme l'adaptation de la ville au changement climatique et un important effort de formation des agents.

Le principal atout de leur programme réside dans son réalisme budgétaire. Au regard des ressources dont dispose la municipalité, il s'agit sans doute du projet le plus pragmatique, comparé aux autres propositions. Le programme paraît globalement aligné avec les capacités financières actuelles de la collectivité.

Toutefois, nous sommes conscients que l'enveloppe budgétaire globale de la ville ne permet pas de répondre pleinement aux risques climatiques. C'est pourquoi, malgré cette cohérence, nous estimons que l'ambition portée par le Printemps Marseillais mériterait d'être renforcée pour accélérer la transition et tenir les délais imposés par le rythme^b du changement climatique.

RAPPORT

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

L'un des points clés pour la mise en application du programme réside dans la capacité de pouvoir s'entendre et travailler correctement avec les autres échelons territoriaux, en particulier la métropole. Là-dessus, le pari du Printemps Marseillais repose sur la construction d'un "New Deal Métropolitain" et d'une "relation de travail constructive" avec les élus des autres bords politiques. Ce qui peut paraître optimiste et manquer d'alternative dans le cas où ce scénario ne fonctionnerait pas suffisamment bien, une hypothèse assez probable au vu du clivage politique actuel.

Nous soulignons la volonté d'une approche systémique qui se traduit dans le projet de PLUi méditerranéen. Le projet d'aménagement du littoral en est une illustration^c.

Concernant les liens entre économie et écologie, le Printemps Marseillais n'est pas dans une politique de rupture. Pour les activités à fort impact environnemental, il souhaite plutôt accompagner, verdir et atténuer de manière progressive. Pour illustrer on peut prendre l'exemple des croisières avec l'électrification des quais accompagné par un financement public ou celui des datas centers dont on souhaite réutiliser la chaleur résiduelle. Cette approche privilégie une transformation progressive de certaines activités économiques plutôt qu'une remise en cause immédiate de leur développement. Malgré la nécessité de faire quelques concessions, nous aurions espéré un engagement un peu plus tranché sur certaines activités ayant de fortes nuisances pour des gains économiques trop faibles pour le commun des Marseillais.

En matière de démocratie participative, on note de réels progrès réalisés ces dernières années. Si la volonté d'impliquer les citoyens est indéniable, l'ambition demeure toutefois limitée quant au partage effectif du pouvoir. Les dispositifs actuels reposent principalement sur des espaces de dialogue dont l'impact dépend largement de la volonté des élus de reprendre – ou non – les propositions citoyennes. En l'absence d'instances stables et pérennes, garantissant la prise en compte des contributions indépendamment des alternances politiques, les avancées restent fragiles. Des progrès notables sont donc à reconnaître, mais il nous paraît souhaitable d'aller plus loin pour assurer l'adhésion collective à la transition écologique.

Malgré quelques nuances précisées ci-dessus, le travail et la proposition politique portée par le Printemps Marseillais nous paraît sérieuse, complète et réaliste.

LR / Renaissance / Horizons - Martine VASSAL

En 2023, à l'occasion de son bilan de mi-mandat, Martine Vassal, présidente de la métropole, vantait les mérites de la politique de son institution en matière d'environnement^d. Moins de trois ans après, il n'y a plus aucune référence à l'environnement et au climat dans le programme et les prises de positions officielles de la candidate aux élections à la mairie de Marseille et à la Métropole. Nous précisons par ailleurs que Mme Vassal est l'un des seuls candidats à ne pas avoir répondu à Greenpeace malgré plusieurs relances dans le cadre de notre interpellation publique des candidats. Ce silence interroge sur la place réelle accordée aux enjeux environnementaux et à la participation citoyenne.

RAPPORT

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

Quelques éléments en lien avec l'adaptation de la ville au changement climatique apparaissent tout de même à travers la poursuite de dispositifs déjà engagés par la municipalité actuelle (panneaux solaires sur les édifices municipaux, végétalisation des écoles, rénovation énergétique du bâti). Ces mesures vont dans le bon sens mais constituent plutôt à ce stade un patchwork de mesures isolées et consensuelles.

Le seul effort significatif annoncé qui soit favorable à l'adaptation au changement climatique concerne le développement des transports en commun, une compétence, rappelons-le, de la métropole. En une mandature, Mme Vassal prévoit 5 nouvelles lignes ou extensions du tramway, la création de lignes de BHNS^e, l'électrification des bus ou la création de parkings relais. Le plan de déplacement urbain 2020-2030 de la métropole connaît déjà d'importants retards. Rappelons qu'en 6 ans, seuls 6,2 km de voie de tramway ont été réalisés. Sans précisions sur le calendrier, les moyens mobilisés ou les publics concernés, Greenpeace demeure sceptique sur ces annonces.

Le programme de Mme Vassal met fortement l'accent sur les priorités économiques et sécuritaires. Pourtant, le changement climatique influence directement ces deux domaines. La sécurité ne se limite pas à la délinquance: elle implique aussi la capacité d'une ville à protéger ses habitants face aux risques environnementaux croissants qui ont déjà et vont avoir à moyen terme un impact de plus en plus grand sur le quotidien des habitants.

Les équipes de Mme Vassal n'ont pas publié de chiffrage de leur programme. Les besoins financiers des grands projets^f sont énormes. La métropole et la mairie sont déjà fortement endettées et cela ne va pas s'arranger avec les annonces sur la baisse de la taxe foncière et l'extension de la gratuité dans les transports en commun. La candidate espère néanmoins pouvoir capter 7 milliards de fonds européens^g: un montant non sécurisé et totalement inédit ! Dans ce contexte, on voit mal quels moyens seraient réellement consacrés à l'adaptation climatique.

Au regard de ces éléments, Greenpeace estime que le programme présenté ne permet pas, à ce stade, de répondre à la hauteur des défis climatiques auxquels Marseille et la métropole sont confrontés.

Divers Droite – Nora Presiozi et Erwan DAVOUX

Concernant le programme de M. Davoux et Mme Preziosi, nous constatons l'absence totale de volet environnemental traduisant un manque de préoccupation pour ces sujets. Les seules propositions pouvant s'en approcher se trouvent dans le volet mobilité et santé mais sont malheureusement très limitées et sont très loin de répondre aux enjeux.

Sur la partie santé, nous notons la volonté affichée de lutter contre la pollution aux particules fines en poursuivant l'électrification des quais pour les bateaux de croisières et la proposition de "surveiller le volume sonore sur 5 axes routiers en vue d'anticiper l'avenir", si la première proposition est pertinente et impactante, il y a un manque total d'information sur la manière d'y arriver. Quant à la seconde proposition, elle est dans le meilleur des cas anecdotique quant au traitement des problèmes environnementaux.

RAPPORT

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

Concernant la réponse proposée aux canicules, elle consiste à créer des fontaines municipales gratuites. Une mesure ponctuelle, déjà déployée et dont l'impact apparaît limité au regard de l'ampleur des enjeux climatiques. Un large panel de réponses est nécessaire pour répondre à la diversité des besoins et des situations des Marseillais.

Quelques sujets, notamment la mobilité et le logement sont un peu plus détaillés. Néanmoins cela reste très minimaliste, sans budget et surtout sans cohérence globale permettant d'inscrire la ville dans une logique de transition écologique.

Le programme fait la part belle aux enjeux de sécurité, fait la promotion du cadre de vie, s'adresse à la jeunesse et souhaite se tourner vers l'avenir. Un échec au vu de l'absence de sécurisation des Marseillais face aux risques climatiques, de l'absence de volonté d'améliorer le cadre environnemental de la ville faisant finalement peser sur la jeunesse le poids d'un avenir mal préparé ...

RN - Franck ALLISIO

Le candidat identifie certains enjeux liés à l'adaptation de la ville au changement climatique, notamment en reconnaissant le risque croissant lié aux fortes chaleurs ainsi que la nécessité d'adapter le bâti et la voirie. Toutefois, l'analyse détaillée du projet met en évidence une absence de vision d'ensemble à l'échelle du territoire. Les propositions apparaissent davantage comme une juxtaposition de mesures isolées que comme les composantes d'une stratégie structurée, hiérarchisée et cohérente. Si le candidat adopte une posture se voulant consensuelle, visant à éviter les clivages, un examen attentif montre que plusieurs mesures semblent se concentrer prioritairement sur des secteurs géographiques correspondant à son électorat, sans articulation claire avec une approche globale et équilibrée à l'échelle de la ville et de la métropole.

Par ailleurs, le niveau d'imprécision des propositions rend difficile l'évaluation de leur faisabilité. Les mesures sont rarement accompagnées d'éléments permettant d'en apprécier la mise en œuvre concrète, qu'il s'agisse de chiffrage budgétaire, de priorisation des actions ou de calendrier. S'ajoute à cela le fait que le Rassemblement National connaît un vrai décalage entre ses discours et ses votes parlementaires. Par exemple, M. Allisio peut difficilement annoncer vouloir protéger les espaces naturels alors qu'il a soutenu, entre autres, la division par 3 du fonds vert et s'est engagé en faveur de la loi Duplomb. Par ailleurs, aucune des propositions favorables à l'adaptation climatique et qui figurent dans le projet de M. Allisio, telles que la désimperméabilisation, la rénovation énergétique du bâti, la sanctuarisation des espaces verts, n'a été mise en œuvre dans les municipalités gérées par le Rassemblement National.

Concernant la sécurité, qui constitue pourtant l'un des axes centraux du programme du candidat, elle est abordée sous l'angle de la délinquance et du narcotrafic. Le risque climatique, pourtant appelé à devenir un enjeu majeur de la sécurité des Marseillais à moyen et long terme, est largement absent de l'analyse proposée.

RAPPORT

Quel futur pour la métropole Aix-Marseille-Provence en 2030 et au-delà, dans le contexte du changement climatique ?

On observe également que certaines propositions reposent sur une logique assumée de division entre les habitants. C'est notamment le cas de mesures phares telles que la restriction de l'accès aux plages à certains publics, ou encore la volonté d'expulser les « familles de délinquants » des logements sociaux. Ces propositions, qui se situent dans le meilleur des cas à la limite de la légalité, apparaissent en contradiction avec la nécessité de construire une démarche inclusive et démocratique. Une telle démarche est pourtant indispensable pour favoriser l'adhésion de l'ensemble des Marseillais — et en particulier des populations les plus précaires — aux transformations profondes qu'implique la transition écologique.

En l'état, malgré quelques propositions ponctuelles allant dans le bon sens, l'ensemble du projet apparaît très insuffisant au regard des exigences posées par l'adaptation de la ville de Marseille au changement climatique.

^a En particulier : le SRADDET (niveau régional), le PCAEM et le PLUi (niveau métropolitain), le contrat de ville-climat et les différents plans thématiques (ville de Marseille).

^b Gwénaél Richerol, colistier de Benoit Payan, affirme que la bifurcation écologique et sociale doit être enclenchée au plus tard dans la prochaine mandature sans quoi il sera trop tard pour s'adapter (débat organisé par la Cité des transitions le 3 Mars 2026).

^c <https://www.lamarseillaise.fr/politique/le-littoral-reve-du-printemps-marseillais-CL19743067>

^d <https://www.laprovence.com/article/region/7238982922043715/a-mi-mandat-la-metropole-fait-son-bilan-carbone-a-aubagne>

^e Bus à Haut Niveau de Service.

^f Extension de la ZAC Euroméditerranée, cité balnéaire au Frioul, complexe touristique à Borely, casino, événements internationaux, salles de spectacles, ...

^g <https://www.lamarseillaise.fr/politique/a-marseille-la-liste-de-droite-mise-sur-les-fonds-europeens-AN19729081>